

Union européenne - Conseil
"Affaires économiques et
financières" - Publications
électroniques: le Conseil décide
d'autoriser des taux de TVA réduits
- Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 02 octobre 2018)

Le 2 octobre 2018, le Conseil est parvenu à un accord sur une proposition autorisant les Etats membres à appliquer des taux de TVA réduits, très réduits ou nuls aux publications électroniques, ce qui permet d'aligner les règles en matière de TVA pour les publications électroniques et les publications sur support physique.

Ce texte contribuera au plan de l'UE pour un marché unique numérique.

Selon les règles actuelles en matière de TVA (directive 2006/112/CE), les services fournis par voie électronique sont taxés au taux normal de la TVA, c'est-à-dire 15 % au minimum, alors que les publications sur support physique peuvent bénéficier de taux différents.

En ce qui concerne ces publications sur support physique (livres, journaux et périodiques), les Etats membres peuvent actuellement appliquer un taux réduit, à savoir 5 % au minimum. Certains ont été autorisés à appliquer des taux de TVA très réduits (inférieurs à 5 %), voire des taux dits "nuls" (avec droit à déduction de la TVA).

La directive permettra aux Etats membres qui le souhaitent d'appliquer également des taux de TVA réduits aux publications électroniques. Seuls les Etats membres qui appliquent actuellement des taux très réduits et des taux nuls aux publications sur support physique seront autorisés à les appliquer aux publications électroniques.

Les nouvelles règles s'appliqueront à titre temporaire, dans l'attente de l'introduction d'un nouveau système de TVA "définitif". La Commission a présenté des propositions pour ce nouveau système, qui offrirait aux Etats membres davantage de souplesse qu'actuellement pour la fixation des taux de TVA.

Processus

L'accord est intervenu lors d'une session du Conseil "Affaires économiques et financières". La directive sera adoptée sans autre débat, une fois que le texte aura été mis au point dans toutes les langues officielles.

La directive requiert l'unanimité au sein du Conseil, après consultation du Parlement européen. (Base juridique: article 113 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.) Le Parlement a rendu son avis le 1er juin 2017./.